



N° 13573\*01

Service destinataire

Déclaration  
Modèle G-TH

**TAXE D'HABITATION**  
**ABATTEMENT A LA BASE EN FAVEUR**  
**DES PERSONNES HANDICAPEES OU INVALIDES**  
 (Article 1411- II- 3 bis du code général des impôts)

**IMPORTANT***Pour remplir cette déclaration, veuillez vous reporter à la notice explicative.***1 – DESIGNATION DU REDEVABLE DE LA TAXE D'HABITATION (en majuscules)**

Vos nom et prénom : .....

Votre nom de naissance : .....

Vos date et lieu de naissance : .....

**2 – LOCALISATION DE LA RESIDENCE PRINCIPALE (en majuscules)**

DEPARTEMENT : .....

COMMUNE : .....

N° BTQ, RUE ou LIEU-DIT : .....

COMPLEMENT D'ADRESSE : .....

**3 – COCHEZ LA CASE CORRESPONDANT A VOTRE SITUATION :**

- 1) vous êtes titulaire de l'allocation supplémentaire d'invalidité mentionnée à l'article L. 815-3 du code de la sécurité sociale, devenu l'article L. 815-24 du code de la sécurité sociale ☐
- 2) vous êtes titulaire de l'allocation aux adultes handicapés mentionnée aux articles L. 821-1 et suivants du code de la sécurité sociale ☐
- 3) vous êtes atteint d'une infirmité ou d'une invalidité vous empêchant de subvenir par votre travail aux nécessités de l'existence ☐
- 4) vous êtes titulaire de la carte d'invalidité mentionnée à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles ☐
- 5) vous occupez votre habitation principale avec des personnes remplissant les conditions citées aux points 1 à 4 ☐

**Attention : n'oubliez pas de joindre les justificatifs indiqués dans la notice.****Veuillez dater et signer :** les informations fournies dans la déclaration sont certifiées exactes par le soussigné.

A....., le ..... Signature

La charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable basées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité.  
 Disponible sur [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) ou dans votre service des impôts.

Les dispositions des articles 39 à 42 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2004-801 du août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.